

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 04/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **OMYA SAS**

Les Cugnots Triboulots  
51240 Coupéville

Références : D1 c 2024-455  
Code AIOT : 0005700597

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2024 dans l'établissement OMYA SAS implanté Les Cugnots Triboulot 51240 Coupéville. L'inspection a été annoncée le 11/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OMYA SAS
- Les Cugnots Triboulot 51240 Coupéville
- Code AIOT : 0005700597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise OMYA exploite une carrière de craie sur les communes de Saint Jean sur Moivre et Coupéville, qui alimente leur usine à Omey. Leur activité est encadrée par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-A-17-CARR du 29/06/2009,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-APC-60-IC du 22/06/2021.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 9	Sans objet
2	Préservation de la faune et de la flore	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 13	Sans objet
3	Phasage	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 5	Sans objet
4	Limitation de l'extraction	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 7	Sans objet
5	Conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 35	Sans objet
6	Nature de la remise en état	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Suivi des remblais	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 17 mai 2024, il n'a pas été soulevé de problèmes réglementaires sur la carrière. Elle respecte son phasage d'exploitation et sa remise en état est réalisée de manière coordonnée et conformément aux prescriptions des arrêtés encadrant le site. La carrière, bien qu'autorisée à accueillir des déchets extérieurs pour son remblayage, n'en accepte pas et n'a pas pour projet de le faire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prescriptions générales - plans
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, (ainsi que les bornes),</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en version informatique le plan d'exploitation réalisé par la société Les Quatre Vents de Jarville-la-Malgrange (54140), en date du 06/07/2023. Ce plan est complet, il comporte tous les éléments exigés par l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/06/2009 et date de moins d'un an.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Préservation de la faune et de la flore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prescriptions générales - faune et flore
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit renouveler la convention passée avec le Museum national d'histoire naturelle - Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) au moins jusqu'à la remise en état finale, en vue de la conservation du Sisymbre couché. Si l'exploitation de la carrière entraîne la destruction de pieds de Sisymbre couché, l'exploitant doit obligatoirement effectuer une demande de dérogation au titre de la protection des espèces (article L411-1 du code de l'environnement). La tranquillité de l'Oedicnème criard doit être assurée dans la carrière pendant l'exploitation.
<b>Constats :</b>  Une convention a été passée en juin 2010 avec le CBNBP pour une durée de 3 ans. Depuis, la convention n'a pas été renouvelée. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a pris contact avec le CBNBP le 22 mai pour mettre en place une nouvelle convention. Le justificatif de cette prise de contact a été transmis à l'Inspection des installations classées. Une étude faunistique et floristique a été menée par le bureau d'études ENCEM sur la carrière en 2023, dans le cadre d'un projet d'extension. La présence du Sisymbre couché et de l'Oedicnème criard fait partie du champ d'étude de cette analyse. Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de déposer une demande de dérogation "Espèces protégées" en cas de destruction de pieds de Sisymbre couché lors de l'exploitation de la carrière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra justifier d'une nouvelle convention signée avec le CBNBP et la transmettre à l'Inspection des installations classées sous deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Phasage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conduite de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord du Préfet. Chaque phase de l'extension correspond à une durée de 5 ans. La dernière sera de 2 ans.
<b>Constats :</b>  Le phasage d'exploitation est respecté. La société exploite actuellement l'avant-dernière phase, avec encore 4 à 5 ans de gisement à exploiter. Un projet d'extension de 30 ha environ est en cours de réflexion et sera déposé prochainement, pour prendre le relai et assurer la continuité dans l'approvisionnement de l'usine d'Omey en matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Limitation de l'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conduite de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La cote minimale NGF d'extraction est de 154 mètres, avec possibilité de descendre jusqu'à 150 m NGF localement. La profondeur moyenne d'extraction est de 20 mètres. La profondeur maximale atteindra 32 m au droit de l'extension Sud-Est avec la constitution d'un 9eme gradin. Pour l'extension, le volume de matériaux restant à extraire est de l'ordre de 2 300 000 m³, soit 3 450 000 tonnes. La production annuelle maximale autorisée est de 350 000 tonnes.
<b>Constats :</b>  D'après les plans topographiques en date du 6 juillet 2023 fournis par l'exploitant, la cote minimale d'extraction de 154 mètres NGF n'a jamais été dépassée. La profondeur d'extraction est donc conforme aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/06/2021. De même, la production annuelle de la carrière est de l'ordre de 80 000 tonnes, soit bien en-dessous de la production maximale autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/06/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Conditions de remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 35
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées. L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas d'une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation
<b>Constats :</b>  Les zones de la carrière dont l'exploitation est terminée ont été remises en état. Il s'agit notamment de la partie nord-est de la carrière où des arbres et sapins ont été plantés, la partie nord-ouest de la carrière qui représente 10,9 ha, la partie sud-ouest qui représente 3,38 ha et une petite partie à l'est de la carrière, qui mesure 0,51 ha (surfaces mesurées issues du plan topographique daté du 6 juillet 2023). La remise en état du site est donc bien coordonnée aux travaux d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Nature de la remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 36 de l'arrêté préfectoral du 29/06/2009 L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état annexé au présent arrêté. La remise en état comporte la mise en oeuvre des mesures suivantes :  Nettoyage de l'ensemble des terrains : Le nettoyage de l'ensemble des terrains comprend l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritux divers, suppression des installations de traitement des matériaux, de toutes les structures n'ayant pas d'utilité pour la remise en état des lieux  Traitement des fronts de taille et des banquettes résiduelles : Les fronts sont talutés à la pelle hydraulique dans la masse ou à l'aide de stériles crayeux de découverte. Ce talutage est réalisé selon des pentes n'excédant pas 50°. Les zones talutées avec des matériaux de découverte sont talutées à 30° au maximum pour assurer la stabilité. Chaque front ainsi taluté est séparé du suivant par une banquette intermédiaire de 5 m de large en général. Dans la partie ouest de Saint-Jean-sur-Moivre, aucun régalage de terre ni aucune plantation ne sont réalisés sur ces talus et banquettes pour permettre le développement ou le transfert de populations de Sisymbre couché. Dans le secteur de Coupéville, les talus et les banquettes sont régalez de terre sur 20 cm. Les talus ainsi constitués permettront une colonisation naturelle d'herbacées, de dicotylédones et d'espèces arbustives de faible hauteur. Les banquettes sont plantées à l'aide d'au moins dix essences arbustives différentes choisies parmi la liste suivante (arbustes et arbrisseaux de la liste d'essences ligneuses éligibles à une remise en état de type environnemental en région Champagne Ardenne) : Arbustes et arbrisseaux : érable à feuilles d'obier ; aulne blanc ; buis commun ; baguenaudier ; cornouiller blanc ; cornouiller mâle ; cornouiller sanguin ; noisetier , aubépine ; cognassier ; fusain d'Europe ; bourdaine ; houx ; genévrier commun ; cytise ; troène ; camerisier à balais ; pommier commun ; néflier ; prunier myrobolan ; cerisier acide ; cerisier de Sainte-Lucie ; cerisier à grappe ; prunellier ; nerprun purgatif ; groseillier des Alpes ; cassis ; groseillier rouge ; groseillier sanguin ; groseillier à maquereau ; rosier des chiens ; saule blanc ; saule Marsault ; saule cendré ; saule cassant ; saule des vanniers ; sureau noir ; sorbier des oiseleurs ; viorne lantane ; viorne obier.  Remise en état agricole du carreau : Cette remise en état agricole du carreau concerne la partie du carreau située sur le territoire de Saint-Jean-sur-Moivre. Le soubassement est décompacté, aplani avec une légère pente permettant de diriger par ruissellement les excédents d'eau de pluie vers le bassin de récupération des eaux. Un régalage de terre végétale est effectué sur les terrains sur une épaisseur moyenne de 15 à 20 cm. Si nécessaire, avant cession à l'agriculture, un ensemencement d'attente avec un mélange classique mixte de graminées et de légumineuses est réalisé afin d'améliorer la structure du sol reconstitué et d'éviter l'envahissement par les mauvaises herbes.  Zone permettant le maintien de l'Oedicnème criard : Une zone permettant le maintien de l'Oedicnème criard se situe dans la partie du carreau de carrière localisée sur le territoire de Coupéville. Cette zone est conservée en formations ouvertes caillouteuses et faiblement végétalisées.  Autres aménagements : Une partie du chemin d'exploitation dit du Finet de Coupéville est reconstitué au niveau du carreau de la carrière. Ce chemin est raccordé à la piste d'accès de la carrière qui est conservée.  A l'article 36 de l'arrêté préfectoral n° 2009-A-17-CARR du 28 juin 2009, est ajouté l'alinéa suivant :

« Extension :

L'état final des lieux affectés par les travaux après extension doit correspondre au plan de remise en état annexé au présent arrêté. Le secteur de l'extension sur la commune de Coupéville sera taluté. »

**Constats :**

Les zones actuellement remises en état correspondent au plan de remise en état annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/06/2021. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que :

- les fronts de taille ont été talutés en respectant une hauteur de 5 m, une banquette de 5 m et un angle de 45° ;
- la majorité des fronts de taille a été laissée brut, comme demandé par l'arrêté, notamment ceux au nord-ouest et au sud-ouest, afin de permettre le développement du Sisymbre couché ;
- les banquettes à l'est, sur le secteur de Coupéville, ont été régaliées avec des terres de découverte sur 20 cm, afin de permettre la colonisation naturelle d'herbacées, dicotylédones et espèces arbustives, ce qui a été constaté. Cependant, la plantation d'au moins 10 essences arbustives n'a pas encore été réalisée sur ces banquettes.
- le carreau de la partie nord a bien été remis en état agricole et un bail précaire est signé avec un exploitant agricole, qui avait déjà travaillé le sol et semé la parcelle le jour de la visite d'inspection ;
- une zone à l'est a été laissée brute, sans végétation, sur le territoire de Coupéville, pour sauvegarder l'Oedicnème criard ;
- le chemin d'exploitation, dit du Finet, a bien été reconstitué au milieu de la carrière.

La remise en état prévue pour la dernière zone à réaménager, au sud-ouest sur la commune de Saint-Jean-sur-Moivre, sera probablement modifiée par l'exploitant, sur les recommandations du bureau d'études ENCEM, qui a mené une étude de la faune et de la flore sur la carrière.

Il est rappelé à l'exploitant que, conformément à l'article 37 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-A-17-CARR du 28 juin 2009, chaque phase de remise en état doit être notifiée à l'Inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de procéder à la plantation des 10 essences arbustives sur les banquettes à l'est, ou à défaut de demander la modification de la remise en état de cette zone à l'Inspection des installations classées, sur la base d'une étude écologique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2021, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remblayage de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 38 de l'arrêté préfectoral du 29/06/2009 Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...) doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Les apports extérieurs de matériaux doivent être accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les matériaux utilisés pour le remblaiement ne doivent pas contenir de déchets dangereux, déchets assimilables à des ordures ménagères, plâtres, ferrailles, plastiques, bois, souches d'arbres, déchets végétaux, ou tout autre élément non inerte.  A l'article 38 de l'arrêté préfectoral n° 2009-A-17-CARR du 29 juin 2009, sont ajoutés les alinéas suivants : « Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014, y compris le cas échéant son article 6. »
<b>Constats :</b>  Le site n'a jamais accueilli de déchets inertes extérieurs et il n'est pas prévu de le faire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est proposé à l'exploitant de profiter du prochain porter à connaissance pour demander l'abrogation de l'article 38 de l'arrêté préfectoral du 29/06/2009 et l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/06/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite